

JOURNEES D'ETUDES JEAN MONNET :

Le modèle européen d'intégration régionale est-il exportable.

Centre d'Economie du Développement – Bordeaux

L'intégration des pays andins, entre volonté et réalités.

Hubert Mazurek¹

La Communauté Andine des Nations (CAN) vient de fêter ses 30 ans. De nombreux ouvrages ont célébré cet anniversaire, dont la plupart restent enthousiastes et optimistes (Fairlie A., 1999; Maldonado Lira H, 1999; Moncayo Jiménez, 1999; Vieira Posada E., 1999).

Pourtant, après 30 ans d'existence, et des stratégies de développement très similaires, les cinq pays andins (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela) n'ont pas réussi à développer une synergie interne et se trouvent aujourd'hui à des niveaux de développement très inégaux, présentant souvent, en valeur relative, des contrastes supérieurs à ceux des années 70.

Cette union, bien que très structurée administrativement continue à douter d'elle-même en tant qu'élément moteur de l'intégration régionale, et est à la recherche de solutions d'ouverture plus large soit en direction des pays voisins, soit par le moyen de visions stratégiques à plus longue échéance. Plusieurs paramètres interviennent dans ce sentiment de doute.

Premièrement, ces pays, encore en voie de développement, ont des économies très fragiles, dépendantes des investissements étrangers, d'un équilibre fiscal précaire, d'une politique de développement basée sur les exportations de produits du secteur primaire, de la tutelle des organismes internationaux. Avec l'internationalisation de l'économie, la sensibilité aux facteurs externes (prix, tarifs douaniers, aide internationale, etc.) s'en trouve accrue.

Deuxièmement, il est clair que les coups d'œil sur les voisins sont de plus en plus nombreux: adhésion du Pérou à l'APEC, invitation systématique de la Bolivie aux réunions du MERCOSUR, attraction privilégiée du Venezuela vers les Caraïbes (CARICOM), etc. Dans un contexte de faiblesse des marchés internes, les entreprises recherchent avant tout les marchés externes les plus rentables. La stratégie de la CAN se tourne ouvertement vers une intégration continentale, en accentuant les relations avec ses voisins. Comment en effet choisir entre le régionalisme ouvert et l'intégration dans l'économie Monde ? Plusieurs pays se posent la question, le Brésil sans doute mais aussi l'Equateur ou le Pérou qui pensent, publiquement, que l'association avec des pays riches serait plus adéquate que celle des pays en voie de développement.

Enfin, l'instabilité politique et économique de ces pays, les problèmes des inégalités sociales, les contrastes internes, etc., ne sont pas pour favoriser un climat de confiance pour les investisseurs, ni pour la stimulation des initiatives locales.

¹ Géographe - Chargé de Recherche à l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement)
Maison de la Télédéttection
500, rue Jean François Breton
34093 - Montpellier Cedex 5
Email: mazurek@mpl.ird.fr

Dans ce contexte, plusieurs questions se posent:

- Les crises successives des Etats et des politiques économiques permettent-elles une réelle politique commune d'intégration ?
- Face à la faiblesse du marché interne, l'ouverture des marchés et des frontières prévues pour 2 005 aura-t-elle un effet de croissance économique ou sera-t-elle l'amorce d'un nouveau stade de dépendance internationale ?
- La logique des blocs économiques suggère une relative cohésion des politiques et des accords bilatéraux. Face aux géants du Cône sud, quelles sont les logiques de recompositions territoriales ?

Pour tenter d'alimenter ce débat, nous proposons, à partir de trois entrées, de développer la spécificité de la Communauté Andine des Nations, en essayant de mettre en relief les difficultés de la construction communautaire dans des pays à économie instable, en voie de libéralisation économique.

1 - Une histoire mouvementée

L'histoire des institutions et des stratégies de l'intégration andine sont loin d'être linéaires. Elles furent marquées par une série de changements politiques internationaux (sous l'égide de la CEPAL principalement) et par des crises politiques et économiques à répétition.

Il faut retenir quatre grandes étapes dans l'histoire de la Communauté Andine, dont les principales phases sont développées dans le tableau 1.

1.1 - La phase de création - 1960-1978

La création du Pacte Andin est issue de la réunion des Présidents de Colombie, Chili, Venezuela et de représentants des gouvernements d'Equateur et du Pérou (déclaration de Bogotá) qui désiraient forger une nouvelle union suite aux déboires de l'ALALC (*Asociación Latinoamericana de Libre Comercio*). Celle-ci avait été constituée dans le début des années 60. L'objectif était de renforcer les politiques de substitution d'importation et d'industrialisation dans un contexte d'étroitesse des marchés nationaux de façon à trouver des débouchés dans le nouveau marché amplifié. Les travaux d'une commission mixte conduits à l'adoption d'un Accord d'Intégration Régional lors de la réunion de Cartagena (Colombie) le 25 mai 1969, par la Bolivie, la Colombie, le Chili, l'Equateur et le Pérou. Ce fut une étape de mise en place des institutions et d'intense activité législative, mais les avancées en termes commerciaux et politiques furent limitées du fait du maintien de barrières protectionnistes importantes.

Dès le départ, cette union est née sous un double signe: l'expansion des marchés extérieurs sans renforcement des capacités intérieures; la rupture avec les anciennes institutions selon des phases d'expansion du processus et des phases de crise. Cette double caractéristique va toujours se retrouver tout au long de l'histoire du Pacte Andin. Il faut rappeler que le contexte politique de la création de ce Pacte Andin est très particulier: présence de nombreux régimes militaires (Pérou, Bolivie, Equateur et événements du Chili, 12 coups d'Etat entre 1960 et 1968 en Amérique Latine comme le signale O. Dabène, 1997) et mise en place de réformes agraires parfois violentes dans presque tous les pays, qui ont laissé ce secteur d'activité exsangue pendant presque 20 ans,

1.2 - La décennie perdue - 1978-1987

La crise de la dette, à partir de 1981, eut pour conséquence un coup d'arrêt du processus engagé voire même un retour en arrière suite à l'adoption par les gouvernements de restrictions au commerce réciproque (Vieira Posada - 1999). L'urgence était la croissance nationale, au dépend du processus d'intégration.

Le protocole d'Arequipa fut donc un second faux départ. Selon Jaime Salazar Montoya (1988), il n'y avait aucune volonté des gouvernements pour tenter une réforme des institutions et avancer dans le processus de réforme. De nombreuses réunions se sont tenues pendant cette période, et une activité juridique très intense a permis la mise en place d'instruments et de structures qui n'ont jamais, et n'avaient aucune chance de, fonctionner.

C'est aussi une période de profondes restructurations des systèmes politiques avec un retour à la démocratie pour la plupart des pays, et de recherche individuelle de solution à la crise et à l'endettement. La solidarité andine fut très fragile. La nécessité de négocier le problème de la dette de façon bilatérale avec le FMI a rejeté toute possibilité de négociation commune. La tentation de la mise en place de politique hétérodoxe était vive ; seul le Pérou s'y lancera à partir de 1985.

1.3 - Le renforcement des institutions et le changement de stratégie. 1987-1992

Le protocole de Quito en 1987 fut un tournant majeur dans la conception de l'intégration andine. Il correspondait à la nouvelle approche de la CEPAL, de la Banque Mondiale et du FMI sur l'ouverture des économies et sur la nécessité de diminution du rôle de l'Etat. Des réformes d'ajustement structurel furent mises en place dans presque tous les pays, parfois de façon «brutale». Mais le contexte de crise était toujours présent et les incertitudes aussi. Le Pérou développa une politique hétérodoxe et remporta de relatifs succès, particulièrement sur la période 1985-1988, rendant le processus de convergence fragile.

Ce protocole était avant tout un acte politique indispensable au raffermissement des institutions et à la nécessité de répondre aux recommandations des institutions internationales. Il fut stimulé par les succès de la *Ronda de Uruguay* et par le renforcement des logiques de bloc.

L'accord de Quito se basait sur un calendrier d'harmonisation des politiques économiques qui allait parfois à contre courant de la pensée libérale naissante, instituant une flexibilité dans les échéances et revenant en arrière dans le programme de libéralisation douanière et commerciale (Garay - 1994).

En 1989, la réunion des Galápagos, à l'occasion du 20ème anniversaire, fut un tournant important qui impulsa dans les années suivantes une série de mesure portant réforme sur l'organisation de la communauté et sur la convergence des politiques.

- Volonté d'insertion dans les marchés internationaux (libéralisation complète des capitaux étrangers, programme de libéralisation douanière jusqu'à libération complète des tarifs prévue en 1995, négociations multilatérales, zone de libre commerce prévue à partir de 1992);
- Renforcement du pouvoir de décision politique par l'adoption d'un conseil présidentiel andin et création d'un système andin d'intégration.
- Participation du monde des entreprises en multipliant les initiatives de confédérations corporatives, flexibilité du régime des marques, patentes, licences, etc.

Ces initiatives se situèrent dans un contexte d'intensification des logiques de bloc, et surtout, d'un changement radical de la politique des Etats Unis vis à vis de l'Amérique Latine. L'initiative lancée par le président Bush en 1990 n'eut pas beaucoup de succès mais fut le point de départ de l'idée d'une ouverture économique entre les pays du continent. Cette idée sera reprise en 1994 par Clinton pour lancer la zone de libre commerce des Amériques.

Dans ce contexte, l'acte de Barahona (1991) propose de réduire encore plus les délais prétendant, sur volonté politique forte des présidents, réaliser l'union douanière (suppression de toutes les taxes douanières) au 1 janvier 1992, malgré une conjoncture très difficile. La plupart des pays ont encore des taux d'inflation de l'ordre de 30%, de 400% pour le Pérou, ou sortent d'une période de profonde crise inflationniste.

TABEAU 1: Historique du processus d'intégration des pays andins

Année	Etape	
1969	Création du Pacte Andin	Politique protectionniste au niveau des capitaux étrangers. Obligation de création d'entreprises mixtes
1973	Adhésion du Venezuela - Négociation avec le Chili après le coup d'Etat.	Flexibilité du Régime commun de traitement des capitaux étrangers
1976	Départ du Chili - Protocole de Lima	Elimination de certaines restrictions aux capitaux étrangers (réinvestissement et exportation de bénéfices)
1978	Protocole de Arequipa	Période de profonde crise politique et économique jusqu'à la fin des années 80 - Suppression de l'obligation de la constitution d'entreprises mixtes.
1980	<i>Retour à la démocratie au Pérou</i>	
1982	<i>Conflit Equateur-Pérou, Transition démocratique en Equateur</i>	
1983	Création du Tribunal de Justice (approuvé en 1979) puis aucune décision n'est prise par la Commission jusqu'en 1987.	
1985	<i>Programmes d'ajustement structurel en Bolivie et Colombie, transition démocratique en Bolivie.</i>	
1987	Protocole de Quito	Profondes modifications de l'accord de Cartagena - Harmonisation graduelle des politiques économiques afin de diminuer la vulnérabilité externe et améliorer la position des pays dans le contexte économique international.
1989	Reunion des Présidents à Caracas et du Groupe Andin aux Galapagos	Renforcement du pouvoir de décision du conseil des présidents andins
1990	Réunion de Machu Picchu	Création du Conseil Présidentiel Andino, organe suprême de décision et d'un système Andin d'Intégration (cf. Graphique 1)
1990	Acte de La Paz	Consolidation du Marché commun prévu pour 1995 avec taxes commune à partir de 1991 et zone de libre échange à partir de 1992
1991	<i>Fujishock au Pérou</i>	
1992	<i>Programme d'ajustement en Equateur - Tentative de coup d'Etat au Venezuela</i>	
1992	Suspension temporaire du Pérou jusqu'à fin 1993	Divergence sur la réalisation de la zone de libre échange et de l'union douanière. Suspension des relations entre Pérou et Venezuela suite au coup d'Etat de Fujimori
1994	<i>Crise Bancaire au Venezuela</i>	Négociation avec le Pérou - Proposition de réintégration sous condition
1995	<i>Conflit Equateur-Pérou</i>	
1996	<i>Programme d'ajustement au Venezuela - Acte de Quito</i>	Redéfinition de la Stratégie de la CAN
1996	Protocole de Trujillo	Création de la Comunidad Andina et renforcement du Système Andin d'Integration.
1997	Annonce du retrait du Pérou du Grupo Andino	Cumbre de Sucre
1997	Protocole de Sucre - Réintégration du Pérou. Début des négociations avec Panamá	Nouvelle restructuration institutionnelle (élection du Secrétaire Général - et renforcement du conseil andin des relations extérieurs)
1998	Conflit entre Venezuela et Colombie au sujet du transport terrestre	Saisie du tribunal andin
1999	<i>Crise Bancaire en Equateur et destitution du gouvernement. Réformes constitutionnelles au Venezuela. Mouvements sociaux en Bolivie.</i>	
2000	<i>Dolarisation de l'économie équatorienne. Elections controversées au Pérou.</i>	
2000	Réunion des Présidents à Lima	Contexte des élections au Venezuela et au Pérou

TABLEAU 1: Historique du processus d'intégration des pays andins

Année	Evènements politiques et économiques	
1969	Politique d'appui à la substitution d'importation. Particulièrement dans le domaine de la petrochimie et métallurgique.	Taxes externes très fortes (40%) protégeant l'industrie
1973	La CAF est sollicité pour devenir le mécanisme principal de financement du commerce andin	Programme de réduction des taxes douanières jusqu'à libération totale en 1980
1976	Processus d'instrumentation juridique de la planification industrielle: Programme sectoriel de développement de l'industrie automobile (décision 120), qui ne fut jamais appliqué.	Modification de l'échéance de la tarification commune: 1983 pour Colombie, Pérou et Venezuela, 1988 pour Bolivie et Equateur.
1978	Période d'intense activité juridique avec création d'instruments: système de sécurité sociale andine, accord de coopération avec l'UE, système d'information technologique, Régime spécial pour les entreprises multinationales andines, programme de télévision andine, etc., jamais utilisés.	Suppression des coûts à l'importation de nombreux produits à l'intérieur de la sous-région.
1980		
1982		
1983	Arrêt des obligations de la décision 120, coup d'arrêt du programme industriel - système subrégional de promotion de la petite et moyenne entreprise.	
1985		
1987	Programmes de développement industriels, agricole et d'intégration physique - Sous le principe de l'avantage comparatif: spécialisation industrielle entre les membres; et flexibilisation structurel de la production	Redéfinition des délais et modalités en matière d'impôts, taxes et coûts à l'importation. - Calendrier pour la diminution des taxes à l'importation de produits hors CAN
1989	Libéralisation complète des capitaux étrangers: suppression des restrictions à l'investissement et au rapatriement des capitaux.	Série de mesures destinées à perfectionner la marché commun andin, impulser la coopération entre pays sur les plans scientifique et technologique, assurer la fluidité des capitaux, biens, personnes, etc., accentuer l'intégration aux frontières
1990	Transformation du Fond Andin de Réserves (FAR) en Fond Latinoaméricain de Réserve (FLAR) - Création d'un conseil consultatif des entreprises et d'une série de confédération corporatives (chambre de commerce, élevage, transports, industrielles, etc.)	Décision d'application de la taxe commune aux importations avec un plafond à 30% ; élimination complète à partir de 1995 des coûts à l'importation.
1990	Libéralisation complète des capitaux étrangers: possibilités d'interventions dans les Multinationales andines et dans les entreprises nationales.	Programme de libération douanière de tous les produits pour fin 1991 avec un plafond de 20%.
1991		
1992		
1992		Non adoption de l'arancel externo común. Renégociation sur la liste de produits à diminuer. Recul de l'échéance à 1995
1994		Autorise le Pérou à augmenter ses taux douaniers à deux niveaux (15 et 25%)
1995		
1996	Renforcement des avantages comparatifs par des infrastructures de développement des transports, communications et énergie. Définition d'un agenda social notamment en direction de la lutte contre la pauvreté et les zones déprimées.	
1996	Restructuration des institutions et renforcement du rôle de la CAF - Période difficile de négociation pour l'entrée du Pérou dans la zone de libre commerce.	Harmonisation des impôts indirects pour les produits d'exportation
1997	Proposition aux banques centrales de réaliser un programme d'harmonisation des politiques économiques au plus tard en octobre 1997	
1997	Affirmation de la volonté d'intégration avec les blocs voisins - Par des actions de négociations et des études et recherches. - Relance de l'agenda social en matière d'éducation et d'appui social	Donne le statut d'associé à tout pays qui propose un traité de libre commerce.- Recul de l'échéance de la zone andine de libre commerce à 2005 - Aucune obligation pour le Pérou d'adopter les taxes communes.
1998	Le Venezuela impose, comme mesure protectionniste, un transfert de marchandise à la frontière	Accélération des négociations avec le Panamá, le Mercosur et CARICOM. - Introduction de l'Argentine et de l'Uruguay comme actionnaire de la CAF
1999		
2000		
2000		Recul de l'échéance pour l'agenda social

1.4 - La crise péruvienne et l'instabilité politique. 1992-2000

La fermeture du congrès par le président péruvien Fujimori, au second semestre 1992, eut pour effet la suspension des relations diplomatiques entre le Pérou et le Venezuela, le redémarrage du conflit Equateur - Pérou, et une remise en question de la politique communautaire du Pérou. Au cours de la réunion de Barahona, les pays adoptèrent une résolution proposant la suspension du Pérou dans le processus de constitution de la zone de libre commerce. Cette suspension devait durer un an, elle se prolongea jusqu'en 1997.

Cette crise péruvienne, dans un contexte d'ouverture complète des marchés, a profondément bouleversé le concept même de groupe andin. De subtiles négociations eurent lieu avec des pays proches, principalement le Mexique, le Chili, le CARICOM et surtout le MERCOSUR. Elles ont montré l'incapacité de la communauté andine à canaliser ces accords bilatéraux, et ont conduit à instituer ainsi une concurrence plus forte entre les pays andins. La CAN adopta une série de décisions (322 et 323) pour protéger la communauté de ces accords et empêcher des pratiques qui pourraient dans certains secteurs introduire une concurrence «déloyale». Une commission fut créée à cet effet; jamais elle ne se réunira.

Enfin d'autres décisions (notamment la 324) eurent pour conséquence la libération des taxes douanières entre 4 des 5 pays à partir de fin 1992. Comme nous le verrons, ces décisions eurent en réalité peu d'effet sur la stimulation du commerce intra-andin, sauf pour la Colombie et surtout la Bolivie, mais fut le point de départ d'un basculement de la balance commerciale sur le négatif.

Alors que sur le plan juridique les avancées sont considérables, sur le plan politique et économique, cette période se distingue par toute une série de crises nationale et de communautaire: crise bancaire au Venezuela, annonce du retrait du Pérou de la communauté andine, crise bancaire en Equateur et dolarisation de son économie; à partir de 1998 une série de troubles sociaux et politiques au Venezuela, Equateur, Pérou et Bolivie.

Finalement, le sommet des présidents à Lima en 2000 redéfinit le calendrier de réalisation du Marché Commun Andin, prévoyant la libre circulation des services, capitaux et personnes au plus tard pour le 31 décembre 2005.

Malgré les avancées du protocole de Sucre et la nouvelle restructuration institutionnelle de la Communauté, les problèmes internes vont miner une fois de plus les volontés d'intégration et cela se constate par quatre facteurs: la diminution sensible de la part des exportations intra-communautaires; une accentuation du commerce développant les avantages comparatifs des pays; la recherche d'accords bilatéraux; le changement du discours d'intégration au profit d'un américanisme peu enthousiaste.

1.5 - Le rôle des institutions

La CAN dispose aujourd'hui d'un tissu institutionnel extrêmement développé qui ressemble plus à la structure de la UE que de ses voisins. Le caractère intéressant de ces institutions est leur nature supranationale, c'est à dire qui offre un transfert d'autorité et une légitimité aux représentants de la communauté.

Le système d'intégration andine est constitué de:

- Conseil présidentiel
- Conseil andin des ministres des relations extérieures
- Commission de la CAN
- Secrétariat Général élu
- Tribunal de Justice
- Parlement andin
- Des conseils consultatifs sectoriels.

D'autres institutions, autonomes du pouvoir politique, agissent dans le domaine *financier* (*Corporación Andina de Fomento* - CAF et *Fondo Latino de Reservas* - FLAR), ou universitaire (*Universidad Andina Simón Bolívar* à Caracas). Le dispositif législatif est également extrêmement développé même s'il est souvent soumis à de fréquents arrangements: 480 résolutions entre 1969 et 1999, essentiellement dirigées à «créer les bases d'une concurrence saine et libre de distorsions» (Maldonado Lira H., 1999).

Mais le pouvoir politique (Secrétariat Général) et financier (CAF) sont bien séparés; on pourrait même affirmer que les politiques disposent de peu de finances, alors que les financiers ont une politique qui dépasse les objectifs de la CAN. La composition de la CAF (créée en 1998 - 5 pays andins, le Brésil, le Chili, le Mexique, Trinidad et Tobago et 22 banques privées) et l'incorporation de l'Argentine et de l'Uruguay comme actionnaires en 1998 sont là pour le montrer. La CAF est autonome et fonctionne comme une banque multiple, c'est à dire ayant des services similaires à ceux d'une banque de commerce, de développement et d'investissement. Ses objectifs prioritaires sont la réalisation d'infrastructures pour «donner aux entreprises des conditions favorables à l'exportation de produits: infrastructures énergétiques, de télécommunication, de réseau routier grâce à une conception de couloirs d'intégration» (CAF - Rapport annuel 1997). Elle appuie aussi directement les entreprises (particulièrement les PME) grâce à un fond d'investissement et dispose d'un plan d'action sur les questions de développement durable, d'utilisation et d'amélioration des ressources naturelles, et d'action pour la lutte contre la pauvreté; autant de questions non abordées par la CAN ou qui se substituent à ses actions.

Dans une certaine mesure, les actions de la CAF représentent une alternative au manque de ressource et au désengagement de l'appareil de l'Etat, mais aussi au manque d'attractivité de certains secteurs pour les investissements étrangers. En Bolivie et Equateur, les financements CAF représentent jusqu'à la moitié du total des investissements externes, alors que pour les autres pays, ce chiffre tourne autour des 19%. La CAF a, de ce point de vue, un rôle très important dans les capitalisations nationales et internationales par la position qu'elle a sur les marchés financiers internationaux, avec une disponibilité de taux et de délais très favorables à sa consolidation.

Autre élément de dépendance: la tutelle d'organismes comme le FMI ou la Banque Mondiale. Il faut rappeler le rôle d'institutions comme la CEPAL (*Comisión Económica para América Latina y el Caribe*) qui a dicté pendant 20 ans les grandes lignes des politiques de ces pays, d'abord avec les politiques de substitution d'importation, aujourd'hui avec le régionalisme ouvert; et d'autre part la OEA (*Organización de Estados Americanos*) qui joue un rôle important de médiateur politique. Dans ce contexte, les groupes régionaux ne sont pas des fins en soit. Ils sont plutôt conçus comme «une étape transitoire sur le chemin vers une intégration plus prononcée au niveau des latino-américains, de l'hémisphère et du global» (Gaviria C., 1998).

Du point de vue politique, la plupart de ces pays sont issus d'une «tradition» de gouvernements militaires, caractérisés par le clientélisme, le «caudillisme» et le populisme, et ceci depuis les guerres d'indépendance; toujours à la recherche d'un pouvoir économique et d'une autonomie locale ou régionale (Dabène O., 1997). Le retour à la démocratie n'est apparu que dans le début des années 80, coïncidant avec des changements de politiques au niveau international, et avec la crise de la dette. Le renforcement du processus d'intégration est vu à cette époque comme une nécessité pour le développement économique mais surtout pour le renforcement de la démocratie. Que ce soit le Pacte Andin (Création du parlement andin en 1979) ou le MERCOSUR (Déclaration d'Iguazú en 1985), les intentions démocratiques et participatives étaient très nettement affirmées.

Depuis les années 90, les régimes sont de nouveau secoués par de fréquents événements et d'intenses mouvements sociaux. Parmi les plus importants, il faut souligner le gouvernement populiste d'Alan Garcia entre 1985 et 1990, puis le coup d'Etat de Fujimori de 1992 et les récents problèmes lors des élections en 2000 dans ce pays. L'Equateur a vu passer, de 1996 à 2000 cinq présidents dont le dernier fut mis en place par un soulèvement populaire. Au Venezuela une crise sans précédent en 1992 a vu l'arrivée au pouvoir d'un militaire, ancien golpiste après une destitution mouvementée du président. Les élections se succèdent depuis 2 ans, instaurées par un gouvernement qui cherche à la fois à balayer l'ancienne démocratie des partis et à gérer sa légitimité au moyen de la concentration des pouvoirs. En Colombie, la démocratie la plus longue du continent est aujourd'hui traversée par des crises sans précédent, imposées par les guerilleros, les narcotraficants et les paramilitaires. Aujourd'hui, 3 des chefs d'Etat sont d'anciens golpistes (Venezuela, Pérou et Bolivie), et un président est issu d'un renversement populaire (Equateur). Le protocole additionnel élaboré à Cartagène en 1998 sur l'engagement du renforcement de la démocratie ne sera adopté qu'à la réunion de Lima, en 2000, en pleine élection controversée de Fujimori, lequel démissionnera 3 mois plus tard.

Il faut ajouter à cela une montée de la violence politique en Colombie et des activités liées à la culture illicite de la drogue dans la plupart des pays. En Bolivie et au Pérou, cette activité représente plus de la moitié de la valeur des exportations légales, avec une augmentation de l'ordre de 150% en 10 ans des superficies

cultivées dans les 5 pays. En Colombie, le coût lié à la criminalité et à la violence s'estime à 2% du PBI annuel; l'exportation de la coca représente environ 5% du PIB, soit plus que la rente du café. La durée du problème colombien montre aussi la difficulté de coopération entre les pays andins sur des problèmes stratégiques comme l'éducation, le militaire et le contrôle des frontières, pris directement en charge par des négociations bilatérales avec les USA.

2 - Une géographie des contrastes

2.1 - Une position stratégique à l'échelle du continent

Comme on peut le constater sur les graphiques 1 et 2, les pays andins, tout comme les pays d'Amérique centrale d'ailleurs, ont une position particulière dans le continent. Ils se situent entre les deux grands blocs que constituent Mexique d'un côté, Brésil et Argentine de l'autre. La différence de PIB est considérable: le PIB de l'ensemble CAN n'arrive pas à dépasser celui de l'Argentine; il représente 37% de celui du Brésil, 62% de celui du Mexique et à peine 25% de celui du MERCOSUR. De même, le niveau de développement (PIB par habitant) est très nettement inférieur à celui de ses voisins, y compris pour le Venezuela, malgré la rente pétrolière.

Du point de vue urbain, par contre, les pays andins constituent une façade atlantico-caribéenne très significative. Cette façade compte des mégapoles parmi les plus importantes au Monde comme Caracas, Santafe de Bogotá ou Lima. Elle constitue un axe de peuplement fortement densifié et urbanisé au Pérou tout le long du Pacifique jusqu'en Equateur, puis le long de l'axe de la Cordillère jusqu'au nord du Venezuela.

Ces conformations induisent une polarisation du continent sur la façade des Caraïbes et sur la façade atlantique. Les infrastructures de transport, du fait de la double barrière des Andes et de la forêt amazonienne sont plus favorables à un commerce vers l'extérieur qu'à un commerce vers l'intérieur de la zone. Il en résulte, au sein de la communauté andine, une polarisation qui se retrouve dans l'ensemble de ses activités:

- une poussée du Venezuela vers le CARICOM et surtout «l'interventionnisme» de plus en plus évident des USA dans ce pays.
- La forte attraction de la Bolivie par le MERCOSUR avec lequel il maintient des relations privilégiées et le rôle «catalytique» de ce pays comme plaque tournante du commerce entre la CAN, la Cuenca del Plata, le Pacto Amazónico et le MERCOSUR. Il est clair, comme le signale Rebolledo L. S. (1993) qu'une amélioration du réseau de transport en Bolivie entre Pacifique et Atlantique, liée au développement des nouvelles régions de cultures de Santa Cruz, aurait un impact fort sur la dépoliarisation du continent.

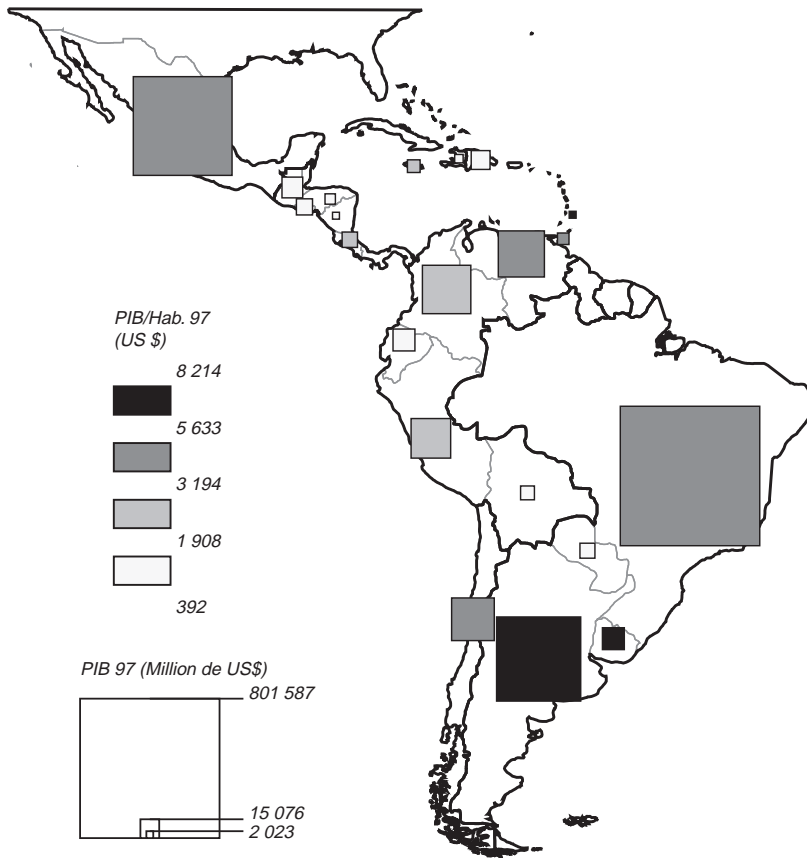
Nous sommes dans un continent où l'hégémonie politique, culturelle et économique des Etats Unis est primordiale. Malgré cela, l'intérêt de ce pays pour l'Amérique latine est relativement récent. Tout au moins, on assiste depuis 1990 (Initiative pour les Amériques de l'administration Bush), à un changement radical de ses relations avec les pays du continent, du fait de la convergence entre l'acceptation du régionalisme par les Etats Unis et de l'ouverture des économies des pays d'Amérique Latine. Pendant la guerre froide, le plus important était d'éviter la propagation des gouvernements à tendances marxistes. Après la guerre froide, l'important devient la conquête des marchés, l'assise de relations privilégiées avec les voisins dans le nouvel arrangement de la division internationale du travail, la stabilité par la démocratie, et la réponse à l'émergence du bloc européen.

Deux sommets présidentiels en 1994 à Miami et en 1998 à Santiago du Chili ont conduit à la réalisation d'un certain nombre d'actions en particulier l'instauration d'une structure de négociation et d'un secrétariat permanent de la zone de libre échange des Amériques.

Si la Communauté Andine joue à plein cette stratégie (voir les déclarations du Secrétaire Général et notamment des priorités du PEC), il n'en est pas de même du MERCOSUR qui privilégie un double jeu entre l'ALCA et l'Union Européenne, s'aménageant ainsi une meilleure position dans les négociations multi-blocs.

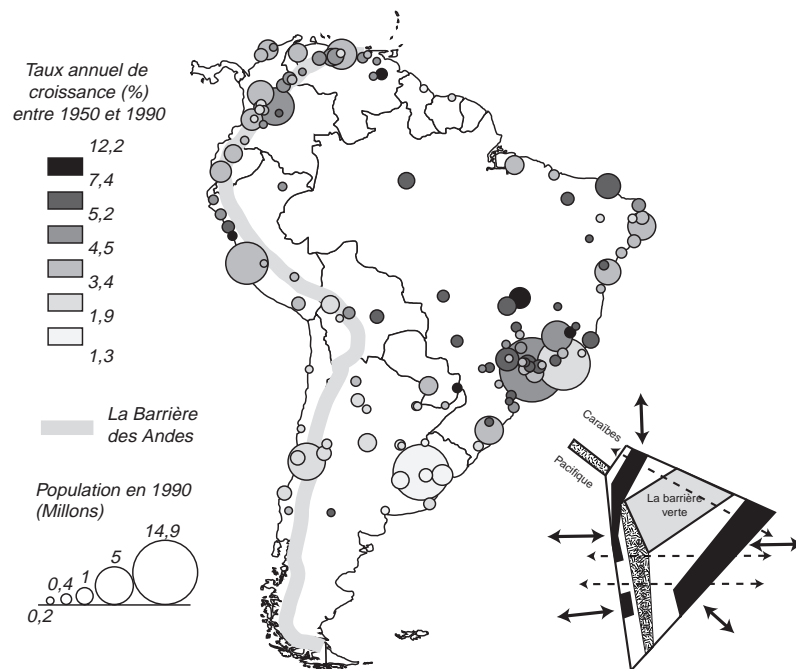
Malgré une politique volontariste de l'Union Européenne (beaucoup de conventions, intervention dans les systèmes de comptabilité nationale de certains pays et de la CA, fonctionnement d'un conseil des entreprises euro-andines, etc.) le commerce de la CAN avec l'UE ne cesse de stagner, ou de diminuer au profit des pays du cône sud. Les problèmes d'instabilité politique et d'insécurité des investissements y sont sans doute pour beaucoup.

Graphique n°1: Répartition du PIB dans les pays d'Amérique Latine



Source: Banque Mondiale, 1999

Graphique n° 2: Les agglomérations de 200 000 habitants et plus.



Source: Divers annuaires statistiques nationaux, de la Banque Mondiale et de la CEPAL

2.2 - Des déséquilibres intra-régionaux prononcés

Les différences de développement entre les pays étaient déjà à l'origine des problèmes d'intégration au sein de l'ALALC dans les années 60. Ces différences persistent et même s'accroissent. La Bolivie participait pour 4,1% du PIB de la CAN en 1970, elle ne représente plus en 1998 que 2,9%. L'indice de développement humain (cf. Tableau 2) est représentatif d'un gradient nord-sud où la Colombie et le Venezuela représentent à eux deux 66% du PIB de la communauté. Ce gradient se retrouve dans la distribution de presque toutes les variables socio-économiques (Gondard P., H. Mazurek, 1999) et tend à renforcer la polarisation continentale. Ce gradient peut s'expliquer en partie par des différences climatiques et par la conformation du relief, mais les politiques nationales, depuis un siècle, expliquent aussi les différences dans le déséquilibre urbain-rural et dans l'utilisation des ressources. Le Pérou, par exemple, présente un IDH faible par rapport à son PIB ce qui s'explique par une longue histoire de centralisme politique.

La principale caractéristique de l'économie de ces pays est le déséquilibre structurel de la production:

- Un enlisement dans une production primaire affaiblie par les réformes agraires: 9% du PIB mais 26% de la Population économiquement active.
- Une structure de production secondaire essentiellement basée sur les biens de consommation et biens intermédiaires avec un niveau très élevé d'importation de biens de capital, résultat des politiques de substitution des importations. (voir les textes enthousiastes de Tironi E., 1978^a, p.27 par exemple).
- Une économie d'exportation basée sur la rente pétrolière (Venezuela, Equateur) ou minière (Pérou) et dans une moindre mesure aujourd'hui la Bolivie), rendant les économies très sensibles aux influences des

Tableau 2: Quelques indicateurs des pays andins en 1997

	Population (millions d'hab.)	PIB (1000xmillions US\$)	PIB par habitant (US\$ / hab.)	Indice de pauvreté humaine IPH-1 (%)	Mortalité des nourrissons (pour mille)	Espérance de vie à la naissance (années)	Indice de développe- ment humain IDH - 1999
Venezuela	22,5	87,5	3882	12,4	21	72,4	0,792
Colombia	38,4	95,7	2494	10,5	25	70,4	0,768
Ecuador	11,9	19,8	1656	16,8	30	69,5	0,747
Perú	24,0	63,8	2655	16,6	44	68,3	0,739
Bolivia	7,8	8,0	1024	21,1	69	61,4	0,652
Total	104,6	274,8	2627				

Source: PNUD, *Informe Sobre Desarrollo Humano 1999 et annuaires de la CEPAL*

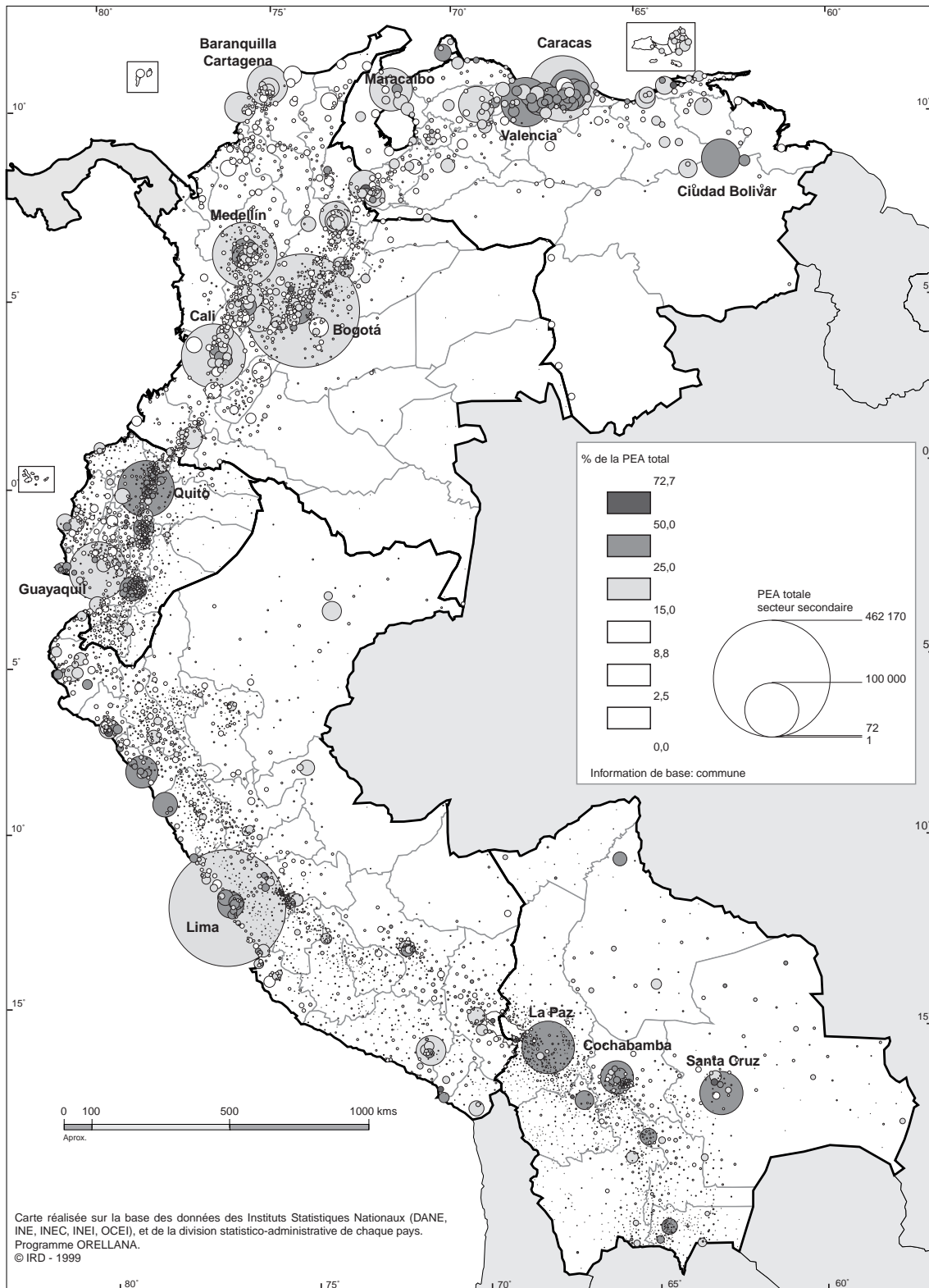
Les pays sont ordonnés par valeur décroissante de IDH.

variations des prix internationaux.

La récession qui s'observe depuis 1997 avec blocage du processus de réforme est le résultat de cette crise structurelle. Elle a aussi de forte conséquence sur la dynamique des territoires puisque les effets de concentration urbaine s'accroissent et les problèmes de pauvreté s'accroissent particulièrement dans les zones rurales qui ne peuvent pas répondre aux besoins des nouveaux marchés non traditionnels (Mazurek H. Et al. 1998).

Une carte de la population économiquement active dans le secteur secondaire (graphique 3) met en évidence cette concentration. 33% des établissements industriels sont concentrés dans la ville de Lima et sa périphérie (81% de celles-ci sont des PME de 5 employés ou moins, 52% génère des biens de consommation); En Colombie, 36% des établissements sont à Bogotá, 78% si on ajoute les villes de Medellín, Cali et Baranquilla; au Venezuela, la répartition suit celle de la production ou de la transformation du pétrole: Maracaibo, Valencia - Caracas, Ciudad Bolívar. Les pôles urbains sont les seuls à disposer de l'appareil de production; laissant l'arrière pays sans possibilité de développer des industries de transformation par manque d'une réelle politique de décentralisation.

Graphique 3: Population économiquement active - Secteur secondaire



2.3 - Le problème social

Les politiques sociales et les législations du travail sont extrêmement variées d'un pays à l'autre. Il est difficile de parler de convergence sociale en comparant des pays, pourtant proche, comme le Pérou et la Bolivie. Le Fujishock de 1992 a complètement déréglementé le marché du travail et imposé des restrictions budgétaires drastiques sur les programmes sociaux. En Bolivie, par contre, le processus de privatisation s'est accompagné d'un renforcement du rôle de l'Etat dans beaucoup de domaines: politiques sociales, planification, décentralisation, introduction de capital dans les industries publiques, en s'appuyant notamment sur les nombreux fonds sociaux créés depuis 1989. Dans tous les pays, la montée de l'emploi informel est préoccupante.

L'accord de Cartagena prévoyait une harmonisation des politiques économiques et sociales, et créa un Conseil Social. Le protocole de Quito relança cette perspective d'harmonisation, en développant un agenda social, calendrier destiné à lutter contre la pauvreté et les zones déprimées. Le Protocole de Sucre insista lui sur les questions culturelle et éducative et sur la nécessité de fortifier le milieu des PME dans les zones déprimées. Une charte sociale andine fut élaborée en 1994, insistant sur le rôle de l'éducation et de la formation de façon à «faciliter la prestation de services professionnels dans la zone andine», cette charte ne fut adoptée qu'à la seconde conférence sociale andine de Quito en 1999. Récemment, la rencontre des présidents à Lima (juin 2000) aboutit à un nouveau recul d'échéance dans l'application de cet agenda social et ce, malgré des initiatives sud américaines insistantes (Proposition d'un sommet sur ce thème par le Brésil) et les déclarations du secrétaire général de la CAN (voir article de Alegrett S., *el comercio*, juin 2000).

Le niveau d'analphabétisme et de pauvreté des populations reste très élevé. L'ouverture des marchés pourrait avoir deux conséquences importantes sur l'aggravation de ces taux: l'absence de personnel qualifié pour répondre aux demandes des investisseurs, l'inégalité des marchés des produits agricoles dans des pays où la majorité des producteurs vient au dessous du seuil minimum et ne dispose que de techniques traditionnelles².

3 - Les stratégies commerciales et territoriales

3.1 - La multiplicité des accords

Historiquement, l'interdépendance et l'interconnexion des économies d'Amérique Latine ont toujours été très faibles (Dabène O., 1997). Elles le sont d'autant moins dans les pays andins. Ce qui caractérise les pays andins, par contre, c'est leur degré de relations et de dépendance financière avec leur voisins: Bolivie avec le Brésil et l'Argentine, le Pérou avec le Chili, la Colombie et le Venezuela, le Venezuela et les États Unis. Ce dernier multiplie les initiatives pour la constitution, rapidement, d'une zone de libre échange «depuis l'Alaska jusqu'à la Patagonie», soutenue par les prévisions du BID (Hinojosa et al., 1997) ou de la Banque Mondiale (Burki et al., 1998) et par la position de l'OMC sur les compatibilités de l'intégration hémisphérique. L'association de libre commerce des Amériques (ALCA) devrait permettre une ouverture du marché américain; son échéance a été fixée à l'an 2005, à la même date que celle de la constitution du marché commun andin.

La logique des blocs économiques suit le schéma de ces relations et permet aussi de retrouver le schéma de polarisation géographique des Amériques (voir figure 4 et tableau 3).

La figure 4 montre bien la position «centrale» de la Communauté Andine, et les tiraillements nord-sud qui sont sous-jacents à cette position et à l'histoire des relations bilatérales dans cette zone. Seuls le Pérou et l'Equateur n'ont pas de multi-appartenance, ce qui explique sans doute l'adhésion du premier à l'APEC (*Asian Pacific Economic Caucus*) et la demande d'adhésion du second; ce sont les deux pays ayant les plus fortes relations économiques avec le bloc Asie - Pacifique.

Tableau 3: Les principaux accords commerciaux bilatéraux avec les pays de la CAN

ATPA	Etats Unis	Equateur, Bolivie, Colombie et Pérou
SGP	Union Européenne	Tous
ALADI	Amérique du sud et Mexique	Tous
G3	Mexique	Colombie, Venezuela
CARICOM	Caraïbe	Colombie, Venezuela
Centro América	Guatemala	Colombie, Venezuela
	Nicaragua	
	Costa Rica	
	El Salvador	
	Honduras	
	Trinidad, Guyana	Venezuela
Accords de Libre Commerce	Chile, Mexique	Tous
	Mexique, Costa Rica	Bolivia
	Cuba	Pérou, Colombie, Venezuela
Mercosur	Mercosur	Bolivia
APEC	APEC	Perú

Source: Comunidad Andina et autres - 1999

Les blocs économiques sur le continent américain.

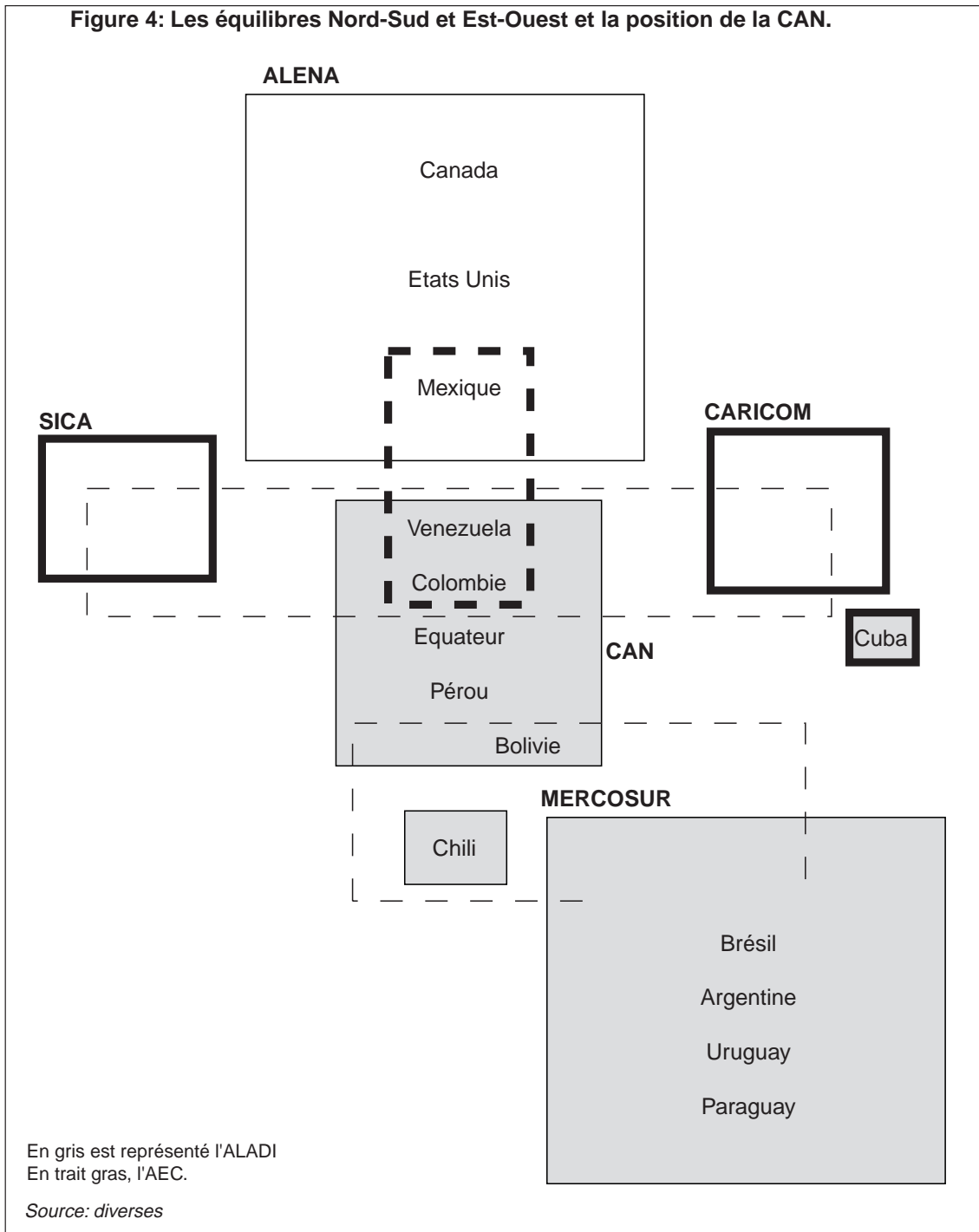
Sigle français	Sigle Espagnol	Nom
AEC	AEC	Association des Etats de la Caraïbe
ALADI	ALADI	Association latino-américaine d'intégration
ALENA	NAFTA	Accord de libre échange Amérique du Nord
CAF	CAF	Corporation Andine de Développement
CARICOM	CARICOM	Communauté des Caraïbes
G3	G3	Groupe des 3: Mexique, Venezuela, Colombie
CAN	CAN	Communauté Andine
MERCOSUR	MERCOSUR	Marché Commun du Sud
SICA	MCCA	Système d'intégration centraméricain
ZLEA	ALCA	Zone de libre échange des Amériques

En dehors de la logique de bloc, ce que l'on peut surtout observer, c'est la tendance à la fragmentation des processus d'intégration en Amérique Latine. Beaucoup d'accords que la plupart des analystes s'accordent à trouver désorganisés et juxtaposés (Rebolledo S. L., 1993, Rosenthal G, 1991). Les pays en voie de développement sont tiraillés entre un désir d'insertion individuelle dans l'économie monde et le besoin de l'intégration dans un bloc; phénomène qui ressort dans les périodes de crise comme en 1992 lorsque le Pérou déclare son désintérêt «*d'être associé avec un club de pays pauvres mais que ce qui l'intéressait était de s'intégrer à l'économie Monde*». (Discours du Ministre péruvien de l'économie et des finances, en 1992, suite à la décision d'auto-suspension du Pérou dans la CAN).

La multiplicité d'accords peut s'avérer contre-productive selon la CEPAL. L'avertissement de la CEPAL en 1991 reste toujours valable: «Si les pays qui participent aujourd'hui dans les divers sous-groupements et accords partiels décident d'aborder leurs relations de manière individuelle avec l'objectif de libéraliser le commerce entre eux, il pourrait surgir des difficultés d'ordre formel ou logistique, tant dans les phases de négociations que dans les applications des accords.» Elle réitéra d'ailleurs cet avertissement en 1998: «La prolifération d'accords bilatéraux a provoqué un dynamisme très particulier au processus d'intégration régionale, mais a aussi induit un développement peu orthodoxe des conditions de concurrence au sein de cette région».

Cette multiplicité des accords est avant tout significative du processus d'intégration continentale et des tentatives de prise d'influence entre le nord et le sud. La clef du problème réside dans l'attitude du Mexique et du Brésil (seuls pays n'ayant pas d'accords bilatéraux) dans leurs négociations avec la CAN et au sein de l'ALADI. Les conférences prévues dans le traité de Montevideo en 1980 ont eu beaucoup de difficultés à émerger; la première eut lieu seulement en 1998.

Figure 4: Les équilibres Nord-Sud et Est-Ouest et la position de la CAN.



3.2 - Entre volonté d'intégration et marchés internationaux

C'est dans ce contexte de multiplicité des accords qu'il faut comprendre la géographie du commerce international des pays andins. Cette géographie suit une loi de gravitation, compromis entre le degré de proximité et le niveau de développement économique du pays: le volume de l'échange est proportionnel au PIB du pays émetteur, proportionnel au PIB du pays récepteur et inversement proportionnel à la distance entre les deux pays. Plusieurs études ont montré les corrélations entre ces paramètres dans la zone andine (voir par exemple Burki S.J. et al., 1998).

On observe aussi un double phénomène de spécialisation / diversification des marchés. Les pays qui ont les meilleurs résultats sont ceux qui se spécialisent dans un groupe de produits pour l'exportation, mais aussi qui diversifie leurs marchés, c'est à dire leurs partenaires commerciaux, d'où la tendance à la multiplication des accords (Gondard P., H. Mazurek, 1999).

Dans ce sens, le modèle de développement n'a pas réellement changé depuis le début du siècle. Guano, coton, sucre, café, pétrole, etc... sont remplacés par farine de poisson, soja, minéraux, pétrole, etc. L'économie des pays andins a toujours été basée sur l'exploitation de quelques produits d'exportation, principalement des secteurs agricole et minier. On peut se demander si un processus d'intégration est viable sans une restructuration radicale de l'appareil de production qui favoriserait la diversification et l'industrie de transformation. Ceci est vrai aussi pour les pays producteurs de pétrole: le pétrole, ses dérivés et les produits miniers assurent à la CAN l'excédent de la balance commerciale. Sur la période 1994-1997, cet excédent était de 20 milliards de dollars annuels alors que le déficit commercial industriel était de 19,6 milliards de dollars. Pour le Venezuela ce secteur représente plus de 75% des exportations, pour l'Equateur, plus de 50%.

La tendance est très nettement à un renforcement de cette spécialisation à cause de la faible capacité d'investissement et du syndrome de la rente, situation qui préoccupe très sérieusement les techniciens de la CAN: «En stimulant la spécialisation des facteurs disposant des meilleurs avantages comparatifs, la logique du marché mondial est en train d'induire une espèce de re-primairisation de certains pays en voie de développement, en impulsant des secteurs comme la mine, générant de forts capitaux transnationaux mais avec une faible capacité de génération d'emploi et très peu véhiculé au reste de l'économie nationale» (Moncayo Jiménez E., 1999).

La majorité du commerce s'effectue avec les blocs européens et les Etats Unis (voir tableaux en annexe) mais il est possible de repérer des relations très nettement centripètes correspondantes au schéma de polarisation du continent et à la préférence de voisinage (voir figure 5). On observe, en analysant les tableaux des résultats du commerce extérieur des différents pays (voir annexe) trois groupements au sein de la CAN.

- Les pays du Nord (Venezuela et Colombie) ont un solde positif grâce à leurs échanges avec l'ALENA, les pays d'Amérique centrale et les Caraïbes. Les produits échangés sont principalement pétroliers mais aussi proviennent de produits non traditionnels, issus de l'industrie agroalimentaire ou chimique, dans le cas de la Colombie.
- La Bolivie, au sud, développe son commerce avec le MERCOSUR et arrive, petit à petit, à réguler sa balance commerciale grâce à des produits d'exportation non traditionnels (comme le soja et ses dérivés);
- Un centre, composé du Pérou et de l'Equateur, dont la balance commerciale est nettement déficitaire et qui a des préférences commerciales pour les pays de l'Asie et du Pacifique.

La figure 6 nous montre que la différence de stratégie entre la CAN et le MERCOSUR est très marquée. Autant le MERCOSUR privilégie son propre marché et ses voisins, laissant peu de place au commerce avec les USA ou la UE, autant la CAN reste très dépendante de ses exportations vers les Etats Unis, principalement de produits pétroliers. Plus de 35% des importations et près de 50% des exportations de la CAN se réalise avec les USA. Le commerce avec l'Union Européenne reste stable, voire en légère baisse depuis 1990 et arrive difficilement à passer la barre des 20%, mais reste le second marché, bien loin devant les pays asiatiques.

3.3 - Intégration régionale versus libéralisation économique

Le volume total du commerce des pays andins avec le reste du Monde a plus que doublé entre 1990 et 1998; il est passé de 49 à 104 milliards de dollars et correspond au résultat de l'application de politiques économiques plus ouvertes et aussi du processus d'intégration entre les pays.

Par contre, les importations ont augmentées beaucoup plus rapidement que les exportations: un rythme annuel de 14% pour les premières, de 6,4% pour les secondes.

Il est important de rappeler que la participation de l'Amérique latine dans le commerce mondial est passée de 11% en 1948 à un peu moins de 3% en 1990 (Burki S.J. et al., 1998), avec une majorité de pays qui sont passés d'exportateur à importateur de produits de consommation. Une autre source (World Development Indicator, World Bank, 1999) indique que les pays de la CAN avaient une participation de 1,5% en 1980, et de 0,8% en 1997, alors que le MERCOSUR se maintient à 1,5%, l'ALENA passe de 16 à 19% et l'Union Européenne atteint les 35% des exportations mondiales. Les flux commerciaux totaux des pays de la CAN ne représentent en 1986 que la moitié de ceux de 1980; seulement à partir de 1992 s'observe une récupération aux niveaux de ceux de 1980.

Figure 5: Les relations privilégiées entre les pays de la CAN et le reste du Monde.

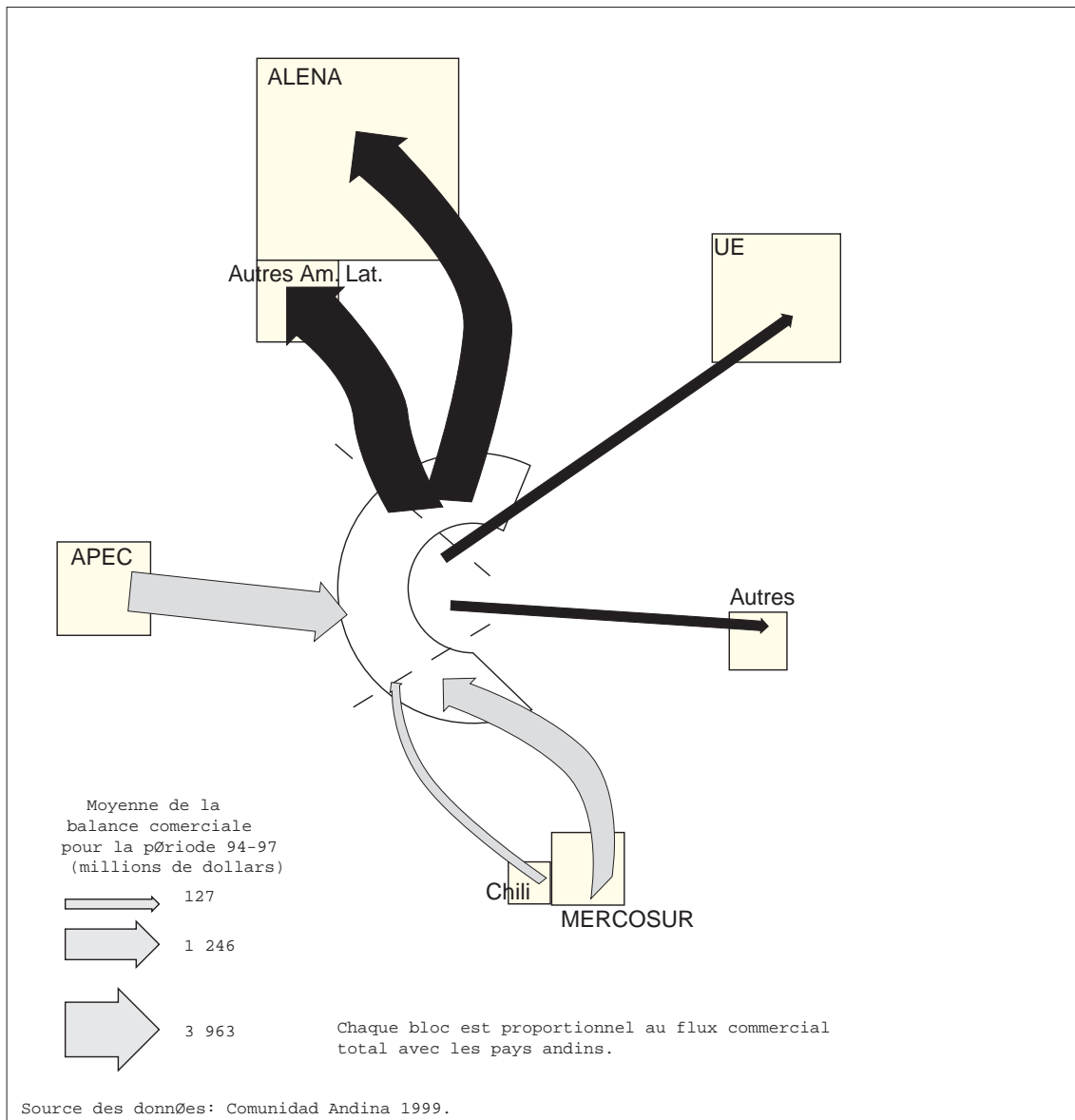
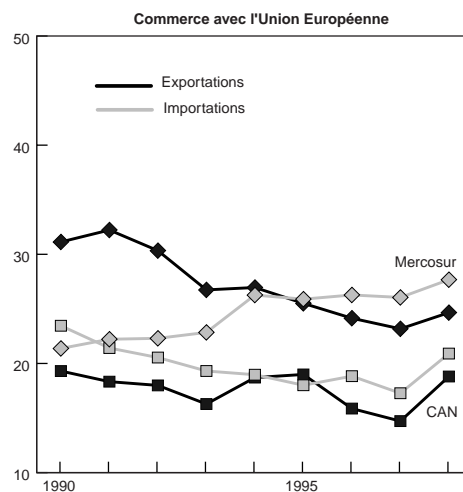
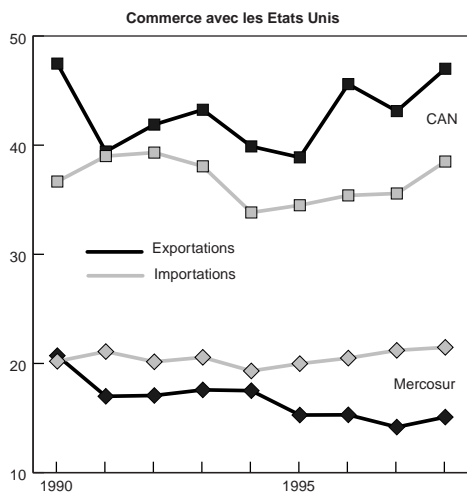
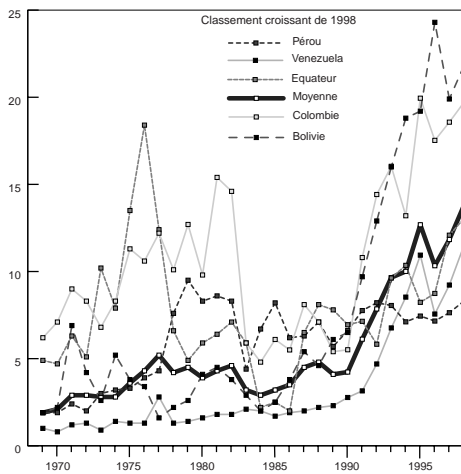


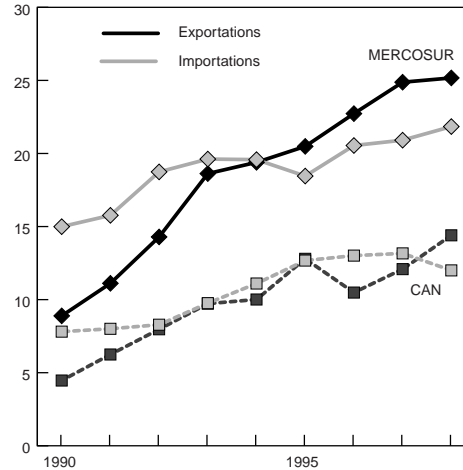
Figure 6: Evolution du commerce extérieur de la CAN et du Mercosur.



Part relative du commerce intra-CAN (%)



Part dans le commerce total (%)



Source: Comunidad Andina et Mercosur.

L'appréciation de la contribution relative entre le processus de libéralisation des économies et le processus d'intégration entre les pays dans l'accroissement du commerce est peu évidente. Il est certain que la diminution des taux douaniers depuis les années 90 a contribué à l'augmentation des importations de produits de consommation dans les divers pays. Pour certains pays (Pérou, Bolivie et Colombie) ce fut même le signal d'appel d'importations massives de produits de premières nécessités à un coût moindre que celui de la production locale. Pour les pays à rente presque exclusivement pétrolière (Equateur et Venezuela), la balance commerciale a su se maintenir positive bien qu'en légère régression; pour les autres l'ouverture douanière a fait basculer la balance sur le solde négatif dès 1991 pour la Bolivie, 1992 pour le Pérou 1993 pour la Colombie (voir tableaux en annexe). La fragilité de ces relations est mise en évidence par les chiffres de 1998. Pour cette année, la balance commerciale chuta de 50% (passant de 3891 à 1967 millions de dollars) par les effets conjugués de la crise asiatique, de la diminution du prix des matières premières, particulièrement du pétrole, du phénomène El Niño.

La part du commerce intra-communautaire n'arrive pas à dépasser les 12% alors que celle du MERCOSUR tourne autour des 25% (Figure 6). Seul le Venezuela et la Colombie arrive à dépasser les 20%, la première grâce au pétrole, les deux grâce à une diversification des produits : 33% des exportations intra-andines sont représentés par 22 produits alors que 88% des exportations de la Bolivie sont représentées par 3 produits (Soja et transformé, coton).

De ce point de vue, on retrouve la géographie de la polarisation (voir figure 7), avec cette fois une tendance centrifuge des flux commerciaux vers le Pérou et l'Equateur, dont la balance commerciale intra-andine ne cesse d'être déficitaire, à un rythme de croissance annuelle de presque 50%. La Bolivie exporte les produits agricoles de la région de Santa Cruz, nouvelle zone de colonisation en connexion étroite avec l'Argentine et le Brésil. Le Venezuela exporte principalement le pétrole et ses dérivés; la Colombie des produits manufacturés et dérivés de l'industrie chimique. Les soldes négatifs du Pérou et de l'Equateur sont révélateur de leur faiblesse industrielle mais aussi du déséquilibre de la production agricole.

Le maître mot de l'intégration, c'est la convergence des économies, particulièrement dans le domaine des échanges: la libéralisation douanière, la monnaie et l'inflation. En ce qui concerne le MERCOSUR, l'effet de convergence, sur la base d'un projet politique, a été effectif. Il l'est peu dans le cas de la CAN. Les politiques de privatisation, par exemple, sont très différentes d'un pays à l'autre. Pérou et Equateur ont opté pour une privatisation totale alors que d'autres (Bolivie) ont au contraire renforcé le rôle de l'Etat dans certains domaines, notamment sur les questions sociales.

Les expériences d'intégration et de convergence des économies, particulièrement en Europe et en Asie, montrent qu'une exportation sur la base de produits manufacturés et une transformation / adaptation de la structure productive sont des conditions nécessaires pour le développement du processus. Hors, dans les pays andins, le libre commerce, les accords multilatéraux et bilatéraux sont basés essentiellement sur les capacités productives actuelles, c'est à dire sur un nombre réduit de secteurs constituant des avantages comparatifs. Les courants commerciaux de produits traditionnels restent les plus courants.

La capacité de production et de conquête des marchés devient alors très dépendante des investissements étrangers. De ce point de vue aussi, on retrouve une polarisation très nette puisque entre 1990 et 1997, les investissements privés directs au Pérou et en Equateur sont passés de moins de 1% du PIB à 2,5%. Dans le même temps, la Colombie et le Venezuela passaient à plus de 4% et la Bolivie à 8,2% du PIB. Problème de confiance face aux turbulences politiques, mais sans doute aussi de position stratégique des marchés potentiels.

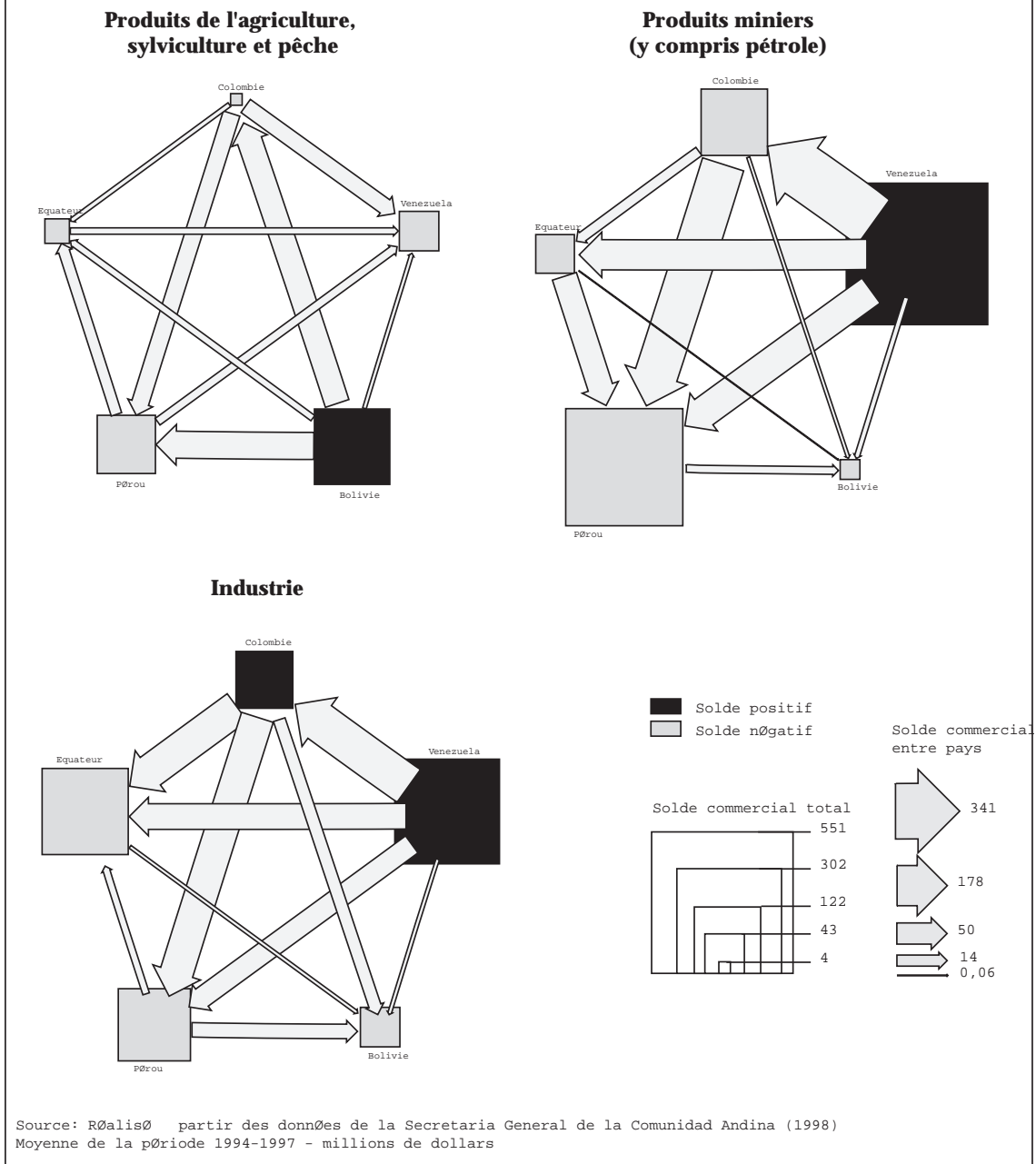
Conclusion

- *L'intérêt du processus d'intégration: la logique de bloc et la nécessaire intégration à l'économie mondiale.*

Dans l'histoire de la Communauté Andine, la tendance à la convergence des économies provient essentiellement du «consensus de Washington», de l'intervention du FMI ou de la Banque Mondiale; la volonté des Etats est beaucoup plus tardive, et provient plus d'une volonté que d'une réalité.

Elle est aussi de plus en plus orientée vers une solution continentale. L'objectif de l'intégration est d'insérer les pays de la région dans le système économique international mais surtout de réguler leurs soubresauts

Figure 7: Solde commercial entre les pays de la CAN



économiques. Dans le contexte de la mondialisation de l'économie, les nécessités de l'expansion des marchés vont de pair avec un contrôle et une stabilité des politiques économiques. C'est le sens des initiatives américaines et canadiennes pour l'établissement de l'association de libre commerce des Amériques.

La période avant 1987 était marquée par un essai d'intégration dans un contexte de crise internationale et par un modèle économique protectionniste qui limitait à la fois les possibilités de développement des marchés internes et aussi des échanges.

Après 1987, la libéralisation des économies a rendu les pays plus dépendants des organismes internationaux et des investissements étrangers. C'est une période de profondes recompositions des activités et de mutations spatiales, et notamment de recomposition de nouveaux blocs d'intérêts.

Le concept d'interdépendance est de ce point de vue très pertinent (Dabène O., 1997). «Du point de vue extérieur, les pays sont vulnérables à la fois aux retournements de conjoncture et de politique. Et, au plan intérieur, leurs marges de manœuvre, leur capacité à gouverner sont des plus réduites».

Le processus d'intégration ne serait alors qu'une «institutionnalisation de cette interdépendance».

A partir de l'histoire de la CAN, il est possible de dire que la coexistence de différents modèles politiques de développement dans une même aire de libre échange est un frein évident pour son fonctionnement.

- *Un bilan très controversé.*

Après 30 ans d'efforts, la zone de libre commerce n'est pas effective, et on est encore loin d'une union douanière et surtout d'une union économique, politique et sociale. Les crises se succèdent et se répètent, le niveau de PIB des 5 pays andins, par rapport à l'ensemble Amérique latine, a chuté de 9% entre 1965 et 1991; les différences entre les 5 pays se sont aussi exacerbées (Rebolledo S. L., 1993), la demande interne stagne et le commerce intra-communautaire montre des tendances au fléchissement.

A la différence du MERCOSUR, le Groupe Andin a toujours procédé à un processus d'intégration «depuis le bureau», selon l'expression de Rebolledo S. L. (1993), sans participation effective des agents économiques, et surtout des entreprises, et une absence totale de politique de renforcement du secteur productif et de promotion des exportations. Il a surtout consisté à légiférer à partir de décisions politiques sans réelle possibilité technique et financière de mettre en place les accords. Seulement très récemment, le siège de la CAN commence à diffuser des documents en direction des entreprises (Comunidad Andina, 1999 et CD-ROM de 1998).

Le livre bilan de la CAN (Maldonado H. L., 1999) est avant tout un catalogue des actions législatives, dont l'auteur plébiscite la quantité et dans lequel il établit une relation entre «les phases de contraction ou d'expansion du commerce intrarégional [qui] coïncident avec la réduction ou le dynamisme de la production législative de la Commission de l'Accord de Carthagène...». Il n'est nullement fait mention, y compris dans le chapitre perspectif, du tissu productif et de la nécessité de sa collaboration.

La réussite d'une politique d'intégration suppose également la mise en marche d'une démocratisation des institutions. Or, les replis nationalistes (conflits entre les Etats) ou populiste, ainsi que les crises d'autoritarisme ne facilitent pas l'harmonisation des politiques, l'instauration d'un climat de confiance ni le pluralisme des échanges entre les groupes sociaux. De ce point de vue, l'histoire de la CAN montre que les phases de démocratisation des institutions ont été trop brèves pour permettre une réelle stabilité des institutions de la communauté et garantir une avancée notable du processus d'intégration.

- *Où va la Communauté Andine ?*

La multiplicité des blocs et des accords montre les enjeux actuels du commerce international: les mirages de l'intégration et les réalités économiques de la mondialisation. Les pays en voie de développement font face à la tendance de la tripolarisation Amérique du Nord - Europe - Asie, en utilisant le nouveau régionalisme ouvert comme moteur de l'intégration internationale. Les discours officiels mettent en exergue le volume de population et de PIB que représenterait une association de plusieurs pays.

«Si nous ajoutons le Chili, le MERCOSUR et la Communauté Andine, nous parlons alors d'un grand marché de 340 millions de personnes, ce qui nous conduit à penser à une nouvelle dimension de l'intégration latino-américaine, laquelle offre d'amples perspectives, pas seulement en termes commerciaux. La convergence progressive entre les sous-régions laissera la place à un espace harmonieux et équilibré qui favorisera notre insertion dans l'économie mondiale par une position compétitive et un indiscutable poids politique sur la scène internationale» (Entrevue de l'Ambassadeur S. Alegrett, Secrétaire Général de la CAN sur la question de l'intégration CAN - MERCOSUR, 1 octobre 2000, journal bolivien Presencia).

C'est sans doute oublier que la force d'un bloc réside avant tout dans son dynamisme économique et particulièrement des initiatives prises par les agents économiques. De ce point de vue, le tissu productif andin est-il capable de supporter le choc d'une association avec le MERCOSUR ?

Sans doute pas si l'on considère la faiblesse structurelle de l'économie de certains pays (surtout Equateur, Pérou et Bolivie), avec une très nette tendance à la «reprimaïrisation», et le manque de dynamisme du secteur productif, très dépendant des investissements étrangers. Seule la Colombie a su associer l'ouverture avec un

appui du secteur des entreprises, ce qui a permis une relative stabilité de son économie et la croissance de sa demande interne.

On sait qu'il n'y a pas de mécanisme national de croissance. La croissance nationale ne dépend que de la performance économique des régions. C'est la capacité d'organisation et la capacité d'innovation qui détermine la dynamique endogène d'un espace. Il faut de ce point de vue souligné que les pays dont l'économie a le plus progressé sont les pays ayant développés assez tôt des politiques de décentralisation: Le Venezuela depuis les années 60, la Colombie depuis les années 80. Les récents succès de la Bolivie pourraient être liés aux réformes de seconde génération, entre 1993 et 1997, dont le principal élément est la décentralisation avec participation populaire et redistribution des ressources entre les régions.

Pour l'instant l'Equateur, et surtout le Pérou continuent à utiliser un modèle de forte centralisation qui a pour effet un accroissement des contrastes territoriaux et qui limite toute initiative locale de développement.

Dans ce contexte, certaines initiatives de la CAN, et surtout de la CAF, comme les couloirs d'intégration, peuvent apparaître irréelles et dérivées d'un système d'intégration très technocratique sans connaissance réelle du terrain. La vision d'une intégration continentale favorisant les grands flux de commerce (par exemple couloir d'intégration routier et fluvial reliant le Pacifique et l'Atlantique) paraît démesurée face au manque de communications de régions entières qui ne peuvent accéder à leurs propres marchés de proximité (Mazurek H, 2000).

La communauté andine se trouve dans une position géographique intermédiaire, tirillée entre le poids des pays du Nord et l'attraction du cône sud. La géographie du commerce nous montre que cette polarisation est réelle et peut conduire à la recherche de stratégies individuelles pour tenter un recentrage. Les nouveaux accords de paix entre l'Equateur et le Pérou, les accords entre le Pérou et le Chili (création d'une zone franche péruvienne sur territoire chilien) font partie de ces tentatives de recentrage.

L'échéance de 2005, à la fois pour la création du marché commun andin, pour la création de la zone de libre commerce des Amériques et pour les négociations avec le Mercosur est une échéance importante. C'est sans doute ce qui explique l'agitation diplomatique actuelle, le resserrement des calendriers de négociations, et les avertissements de sanctions par le tribunal de justice, pour les pays qui ne joueraient pas le jeu (voir l'article du Secrétaire Général, *op. Cit.*). Il est donc fort peu probable qu'une association CAN - MERCOSUR pourra émerger sans des négociations plus avancées avec l'ALADI ou l'ALENA.

Par contre, les crises politiques actuelles des pays andins, et les déboires récents des programmes d'ajustement structurel pourraient renforcer les initiatives individuelles, particulièrement en provenance de la Bolivie et du Venezuela (voir les dernières déclarations du Président Chavez lors du dernier sommet de l'OPEP à Caracas). Il n'est donc pas impossible qu'une nouvelle crise secoue de nouveau les institutions de la CAN et qu'une cinquième phase soit nécessaire pour la relance du processus.

Commerçe extérieur de la CAN de 1990 a 1998

Importations (Millions de dollars et % du total)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Total Intra CAN	1402	1836	2262	2892	3428	4852	4800	5764	5637
Mercosur	8,6	8,8	8,2	7,9	7,8	7,7	7,3	7,4	8,5
Chile	1,9	1,5	1,5	1,5	1,8	2,2	2,4	2,2	2,6
Estados Unidos	36,7	39,0	39,3	38,1	33,8	34,5	35,4	35,6	38,5
Unión Europea	23,4	21,4	20,5	19,3	19,0	18,0	18,8	17,3	20,9
Japón	6,1	6,9	8,2	8,8	9,1	7,2	5,6	5,9	8,0
Resto del Mundo	15,5	14,4	13,9	14,7	17,3	17,7	17,5	18,4	8,1
Total Extra can	92,1907	91,9955	91,7158	90,2429	88,8975	87,3266	86,988	86,8366	41227
Total general	17953	22937	27305	29640	30876	38285	36889	43788	46864
% intra-can	7,8	8,0	8,3	9,8	11,1	12,7	13,0	13,2	12,0

Exportations (Millions de dollars)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Total Intra CAN	1402	1837	2262	2892	3428	4849	4770	5762	5637
Mercosur	2,8	3,3	3,0	3,1	3,6	3,9	3,6	4,2	4,5
Chile	1,5	1,8	1,6	1,4	1,4	1,8	1,7	1,6	2,0
Estados Unidos	47,5	39,4	41,9	43,2	39,9	38,9	45,6	43,1	47,0
Unión Europea	19,3	18,3	18,0	16,3	18,7	19,0	15,9	14,7	18,8
Japón	3,7	3,3	3,1	2,9	3,2	3,4	2,3	2,6	2,4
Resto del Mundo	20,7	27,6	24,4	23,3	23,2	20,3	20,5	21,7	8,2
Total Extra CAN	29999	27575	26116	26848	30824	33054	40730	41915	33207
Total General	31401	29412	28378	29740	34252	37903	45500	47677	38844
% Intra-CAN	4,5	6,2	8,0	9,7	10,0	12,8	10,5	12,1	14,5
Solde	13448	6475	1073	100	3376	-382	8611	3889	-8020

Source: Secretaria General de la Comunidad Andina, 1999

Commerces extérieur du Mercosur de 1990 à 1998

Importations (Millions de dollars et % du total)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Total Intra Mercosur	4103	5097	7282	9059	11708	13972	17151	20699	20905
Comunidad Andina	3,4	3,5	2,5	2,0	2,0	2,2	2,4	2,1	1,7
Chile	2,3	2,4	2,4	2,1	2,1	2,3	1,9	1,8	1,7
Estados Unidos	20,2	21,1	20,2	20,6	19,3	20,0	20,5	21,2	21,5
Unión Europea	21,4	22,2	22,3	22,8	26,3	25,9	26,3	26,0	27,7
Japón	6,2	6,3	6,4	6,2	6,1	5,7	4,5	5,1	5,2
Resto del Mundo	31,6	28,7	27,5	26,7	24,6	25,5	23,9	22,8	18,2
Total Extra Mercosur	23263	27231	31575	37119	48092	61736	66329	78293	74808
Total general	27367	32328	38858	46178	59800	75708	83481	98992	95714
% intra-Mercosur	15,0	15,8	18,7	19,6	19,6	18,5	20,5	20,9	21,8

Exportations (Millions de dollars)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Total Intra Mercosur	4127	5103	7214	10065	12049	14441	17033	20767	20500
Comunidad Andina	3,1	4,2	4,5	4,6	4,4	4,9	4,2	4,7	4,9
Chile	2,1	2,7	3,2	3,3	3,3	3,9	3,9	3,8	3,7
Estados Unidos	20,7	17,0	17,1	17,6	17,5	15,3	15,3	14,2	15,1
Unión Europea	31,1	32,2	30,3	26,7	26,9	25,5	24,1	23,2	24,6
Japón	6,0	6,6	5,4	5,2	4,9	5,1	4,8	4,4	3,5
Resto del Mundo	28,1	26,2	25,3	23,9	23,5	24,9	25,0	24,8	23,0
Total Extra Mercosur	42305	40809	43271	43980	50078	56055	57913	62714	60948
Total General	46432	45912	50485	54045	62127	70496	74946	83481	81448
% Intra-Mercosur	8,9	11,1	14,3	18,6	19,4	20,5	22,7	24,9	25,2
Solde	19065	13584	11627	7867	2327	-5212	-8535	-15511	-14266

Source: CEI, site www.mercosur.com

Commerce extérieur des pays de la CAN

		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	% (3)	% (4)
Importation	Bolivie	673	959	1 075	1 099	1 093	1 318	1 502	1 726	2 382	4,5	18,0
	Colombie	5 115	4 474	5 980	8 542	10 310	12 007	12 477	13 198	14 678	34,7	15,3
	Equateur	1 686	2 166	2 257	2 371	3 155	3 487	3 279	4 037	5 503	10,6	16,8
	Pérou	2 293	2 884	3 193	3 669	4 983	6 394	6 342	6 803	8 098	17,9	17,6
	Venezuela	6 784	10 618	12 537	11 067	7 906	10 227	8 489	12 261	15 048	32,2	14,2
	Total CAN (1)	16 551	21 101	25 043	26 748	27 448	33 433	32 089	38 024	45 709		14,0
	Total CAN (2)	17 953	22 937	27 305	29 640	30 876	38 285	36 889	43 788	51 174		14,4
Exportation	Bolivie	863	768	614	631	845	920	811	1 011	1 271	2,4	6,6
	Colombie	6 392	6 428	6 021	5 962	7 298	7 774	8 655	9 272	11 511	22,1	8,1
	Equateur	2 526	2 648	2 879	2 767	3 339	4 002	4 472	4 628	5 264	11,0	9,9
	Pérou	3 022	3 019	3 083	3 074	4 051	5 036	5 416	6 229	6 744	14,9	11,1
	Venezuela	17 196	14 712	13 518	14 414	15 291	15 322	21 377	20 775	22 886	49,6	4,7
	Total CAN (1)	29 999	27 575	26 116	26 848	30 824	33 054	40 730	41 915	47 676		6,4
	Total CAN (2)	31 401	29 412	28 378	29 740	34 252	37 903	45 500	47 677	53 141		7,1
Solde	Bolivie	190	-191	-461	-468	-249	-398	-691	-715	-1 111		
	Colombie	1 277	1 954	40	-2 580	-3 012	-4 233	-3 822	-3 926	-3 167		
	Equateur	840	482	622	396	184	515	1 193	591	-239		
	Pérou	728	135	-110	-595	-932	-1 357	-926	-574	-1 354		
	Venezuela	10 412	4 094	982	3 347	7 385	5 095	12 888	8 514	7 838		
	Total CAN (1)	13 448	6 475	1 073	100	3 376	-378	8 641	3 891	1 967		
Participation intra-communautaire (%)		4,5	6,2	8,0	9,7	10,0	12,8	10,5	12,1	10,3		

Elaboré à partir des données du Secrétariat Général de la CAN - Millions de dollars

(1) Total des pays avec le reste du Monde

(2) Total des pays incluant le commerce intra-communautaire

(3) Participation par rapport au total CAN (1) en 1997

(4) Taux de croissance moyen annuel

Bibliografía

Alegrett Sebastián - 2000- La perspectiva de una cooperación entre ASEAN y la Comunidad Andina. Discurso del Secretario General de la Comunidad Andina. *I Simposium sobre la cooperación entre ASEAN y la Comunidad Andina en el nuevo milenio*. Bangkok, mayo del 2000. 4p.

Alvarez Elena H. - 1994 – The macroeconomic importance of the Coca sector in Peru and Bolivia: economic and political implications. In: Linda Farthing, Mary Jo Dudley (ed). *Threats to democracy in the Andean Region*. Occasional Paper Series: volume 2, Cornell University, march 11-14, 1993 - pp. 170-212

Alzamora Carlos - 1998 - *La Capitulación de América Latina. El Drama de la Deuda Latinoamericana: sus orígenes, sus costos, sus consecuencias*. Fondo Editorial de Cultura Económica S.A., Lima. 253p.

Arrieta Carlos Gustavo, Luis Javier Orjuela, Eduardo Sarmiento Palacio, Juan Gabriel Tokaltian - 1993 - *Narcotráfico en Colombia. Dimensiones políticas, económicas, jurídicas e internacionales*. Ed. Uniandes, Tercer Mundo ed., Bogotá - 374p.

Banco Interamericano de Desarrollo - 1998 - *América Latina Frente a la Desigualdad. Progreso Económico y Social en América Latina, Informe 1998-1999*. BID, New York. 305p.

Botero Libardo, Jorge Child, Carlos Naranjo, Jorge E. Robledo, Eduardo Sarmiento - 1992 - *Neoliberalismo y Subdesarrollo. Un Análisis Crítico de la Apertura Económica*. El Áncora Editores, Bogotá. 187p.

Burki Shahid Javed, Sebastien Edwards - 1996 - *Dismantling the Populist State. The Unfinished Revolution in Latin America and the Caribbean*. The World Bank, Washington. 36p.

Burki Shahid Javed, Guillermo E. Perry - 1998 - *La Larga Marcha. Una Agenda de Reformas para la Próxima Década en América Latina y el Caribe*. Banco Mundial, Washington, ed. En español. 132p.

Burki S. J., Perry G. E., Calvo S. – 1998 – *Trade: towards open regionalism*. Anual World Bank Conference on Development in Latin America and the Caribbean. World Bank, Washington. 278p.

Búfalo Enzo del, Luis Felipe Jiménez, Héctor Silva Michelena - 1996 - *Desarrollo con Equidad. Hacia una Articulación de Políticas Económicas y Sociales en América Latina y el Caribe*. CEPAL, CLAD, SELA, Editorial Nueva Sociedad, Caracas. 185p.

Corporación Andina de Fomento (CAF) - 1997 - Informe Anual. Caracas, Venezuela. 102p.

CEPAL – 1991 – La integración económica en los años noventa: perspectivas y opciones. LC/R.1042.

CEPAL – 1998 – Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe. CEPAL, Santiago de Chile.

Comunidad Andina – 1999 – Guía de Comercio e Inversión. Secretaría General. Lima, 187p.

Dabène Olivier - 1997 - *La Région Amérique Latine. Interdépendance et Changement Politique*. Presses de Sciences Po, Paris. 379p.

Fairlie Alan (Editor) - 1999 - *Escenarios de Integración y Cooperación Económica*. Friedrich Ebert Stiftung, Lima. 219p.

Ferrari César A., Clark Reynolds, Reinhart Wettmann (eds) - 1993 - *Las Economías Andinas. Evolución y Perspectivas*. Fundación Friedrich Ebert, Lima. 255p.

Garay Luis Jorge - 1994 - *América Latina ante el reordenamiento económico internacional*. Editorial

Universidad Nacional, Santa Fe de Bogotá.

Gondard Pierre, Hubert Mazurek - 1999 - *El Espacio Andino. Territorio, Sociedad, Economía*. IRD, Comunidad Andina, Lima, versión preliminar. 223p.

Gonzales de Olarte Efraín - 1997 - Pérou: le blocage des réformes économiques néolibérales. *Problèmes d'Amérique latine*, n°25 - pp. 65-85.

Gonzales de Olarte Efraín - 1998 - *El Neoliberalismo a la Peruana. Economía Política del Ajuste Estructural, 1990-1997*. IEP, Lima. 146p.

Haya de la Torre Agustín (Editor) - 1996 - *América Latina y la Economía Mundial. Los retos del desarrollo económico en el próximo siglo*. Derrama Magisterial, Lima. 510p.

Hinojosa - Ojeda Raúl A., Jeffrey D. Lewis, Sherman Robinson - 1997 - Convergence and divergence between NAFTA, Chile and Mercosur: Overcoming dilemmas of North and South american economic integration. BID, *IABD Working Paper n° 219*.

Jedlicki Claudio - 1999 - Intégration régionale et investissement direct étranger en Amérique Latine. *Cahiers des Amériques Latines*, n° 27. Pp. 135-154.

Jiménez L.F. - 1996 - La experiencia de ajuste durante la década de los ochenta en Latinoamérica, sus consecuencias distributivas y el diseño de políticas sociales. In: *Desarrollo con Equidad*. CEPAL, Santiago de Chile. Pp. 11-69.

Jiménez Félix, Giovanna Aguilar, Javier Kapsoli - 1999 - *De la Industrialización Proteccionista a la Desindustrialización Neoliberal*. Pontificia Universidad Católica del Perú, Departamento de economía, Consorcio de Investigación Económica, Lima - 196p.

Lowenthal A.F., G.F. Treverton (Compiladores) - 1996 - *América Latina en un Mundo Nuevo*. Fondo de Cultura Económica, México. 314p.

Maldonado Lira Héctor - 1999 - *30 Años de Integración Andina. Balance y Perspectivas*. Comunidad Andina, Secretaria General, Lima. 227p.

Mazurek H., L. Huerta R., D. Mateo I. - 1998 - *Estructura y Dinámicas del espacio agropecuario*. INEI - ORSTOM, Lima. 213p.

Mazurek H. - 2000 - ¿Dinámicas regionales o recomposición territorial? Contradicción y transformación del espacio agropecuario peruano. *8ème colloque SEPIA (Seminarío Permanente de Investigación Agraria)*, Lambayeque, agosto 1999. 35p.

Musset Alain - 1999 - Interventionnisme, libéralisme et mondialisation: l'Amérique Latine dans tous ses états. *Cahiers des Amériques Latines*, n°26. Pp. 69-74.

Moncayo Jiménez Edgard - 1999 - *Las Relaciones Externas de la Comunidad Andina. Entre la Globalización y el Regionalismo Abierto*. Comunidad Andina, Secretaria General, Lima. 200p.

Posada E. V. - 1999 - El mercado ampliado andino: una realidad. Cámara de Comercio de Bogotá. Colombia, 352p.

Quenan Carlos - 1998 - Venezuela: un redressement économique inachevé. *Problèmes d'Amérique latine*, n° 29 - pp.53-71

Rapport Mario - 1999 - Mercosur: la construction historique d'un espace régional. *Cahiers des Amériques Latines*, n° 27. Pp. 89-99.

Rebolledo Soberón Luis - 1993 - *Esfuerzos de Integración en América Latina*. Universidad de Lima, Facultad

de Economía, 247p.

Rosenthal Gert - 1991 - Un informe crítico a 30 años de integración en América Latina. *Nueva Sociedad*, CEPAL, n° 113.

Salazar Montoya Jaime - 1988 - *Acuerdo o Desacuerdo de Cartagena. Un testimonio sobre el Pacto Andino*. Tercer Mundo Ed., Santa Fe de Bogotá.

Seitenfus Ricardo - 1999 - Acquis et dilemmes du Mercosur. *Cahiers des Amériques Latines*, n° 27. Pp. 101-113.

Thorp Rosemary, Laurence Whitehead - 1986 - *La Crisis de la Deuda en América Latina*. Fedesarrollo, Siglo Veintiuno ed., Bogotá. 319p.

Tironi Ernesto (Compilador) - 1978a - *Pacto Andino: carácter y perspectivas*. Instituto de Estudios Peruanos (IEP), América Problema n°9. Lima. 390p.

Tironi Ernesto (Compilador) - 1978b - *Pacto Andino: desarrollo nacional e integración andina*. Instituto de Estudios Peruanos (IEP), América Problema n°10. Lima. 265p.

Touraine Alain - 1997 - Amérique latine: la sortie de la transition libérale. *Problèmes d'Amérique latine*, n°25 - pp. 131-150.

Ventura Deisy - 1999 - Le MERCOSUR et la stratégie européenne pour l'Amérique Latine. *Cahiers des Amériques Latines*, n° 27. Pp. 115-133.

Vieira Posada Edgar - 1999 - *30 años del Acuerdo de Cartagena. El Mercado Ampliado Andino: una Realidad*. Cámara de Comercio de Bogotá. 352p.

Zúñiga Quevedo Javier - 1999 - La Corporación Andina de Fomento en el Acuerdo de Cartagena, 1992-1998. *Ciencia Económica*, año XX, n°44 - pp. 11-49. Universidad de Lima.

L'ensemble des textes officiels de la Comunidad Andina, ainsi que les discours des Présidents sont disponibles sur le site internet de la CA: <http://www.comunidadandina.org/>

La Communauté Andine a également publié un CD-ROM qui contient les principales statistiques de commerce extérieur et textes définissant les modalités et les taux des taxes communes à l'exportation: Publié par Ika Communauté Andine, Lima et Publicar S.A., Santa Fe de Bogotá en 1998.